Pourquoi Mélenchon n'est pas mon antidote face à Le Pen

Jacky Fayolle

4 octobre 2026

Qui sera en mesure de battre Marine Le Pen ? Face au danger qu'elle représente, je conserve et j'exercerai ma liberté de choix. Et, comme lors de précédentes échéances, je reçois force d'injonctions, plus prosélytes qu'amicales, à me montrer utile et à voter Mélenchon, considéré dans une image pieuse circulant sur les réseaux sociaux comme « le digne et unique représentant du peuple français » (sic). Des célébrités s'y mettent. Le cinéaste Robert Guédiguian, dont j'aime bien les films, joue la culpabilisation : s'il manquait juste ta voix à Mélenchon pour être au second tour… L'écrivain François Bégaudeau fait dans un registre plus agressif et grossier et sans doute inefficace, qui n'encourage pas à ouvrir ses livres, en traitant d'emblée de salaud l'électeur de gauche qui ne votera pas Mélenchon au premier tour. Je vais donc expliquer posément, un peu longuement, pourquoi je ne considère pas Mélenchon comme le meilleur concurrent à opposer à Marine Le Pen. Ce n'est pas réductible aux irritants et aux outrances dont Mélenchon est coutumier, même si ces comportements jouent leur rôle. Et ça remonte loin, à une vingtaine d'années, loin dans l'espace aussi, puisque ça commence par l'Amérique latine : nous n'avons pas la même vision des problèmes du monde et le fossé s'est creusé au fil du temps. Si on me dit que l'élection présidentielle concerne la France et pas le monde, je répondrai par une banalité : le sort de notre pays est aujourd'hui partie prenante de celui du monde perturbé auquel nous appartenons et la manière de faire face à ces désordres du monde est pour moi décisive. En route pour un petit voyage.

Dans son livre sur l'histoire du populisme en France[1], l'historien Marc Lazar consacre un chapitre au populisme de gauche de Jean-Luc Mélenchon (dont je me permettrai d'abréger poliment le nom en JLM). Il souligne la place prise dans le mûrissement de ce populisme par la prise en compte des dynamiques politiques de l'Amérique latine, du moins certaines d'entre elles, au tournant du 21e siècle. Depuis une bonne quarantaine d'années, j'ai fréquenté assez régulièrement l'Amérique latine, notamment les pays andins, et j'ai donc été attentif à cette sensibilité latino-américaine de JLM. Ce n'est d'ailleurs pas un phénomène inédit : l'Amérique latine a depuis longtemps nourri un imaginaire politique européen, en quête de romantisme révolutionnaire[2].

---

[1] Marc Lazar, *Pour l'amour du peuple. Histoire du populisme en France, XIXe-XXIe siècle*, NRF essais, Gallimard, 2025.

[2] Pour faire ce qui est à peine une diversion, je conseille la vision du magnifique, instructif et émouvant documentaire, sorti en septembre 2026, de Christophe Réveille, *Les survivants du Che*, sur le devenir des quelques guerilleros qui ont survécu à la défaite et à la mort d'Ernesto Che Guevara en octobre 1967 en Bolivie.

La fibre caudilliste

Les indépendances latino-américaines, au début du 19e siècle, ont ouvert le continent à deux siècles d'une histoire où se sont croisés l'influence des Lumières européennes, les accaparements oligarchiques, les poussées nationalistes, les espérances révolutionnaires, les résurgences indigènes. Le bolivarisme initial, celui de Simon Bolivar, fut une tentative précoce d'unification continentale autour d'un projet commun d'émancipation, avant que la fragmentation et la consolidation en Etats distincts, chacun faisant face à son propre destin et aux contingences locales, ne prenne le dessus. Dans son essai *Le miroir enterré*[3], l'écrivain mexicain Carlos Fuentes rappelle comment l'histoire de ces Etats fut celle d'une difficile conciliation entre la construction d'une identité propre, nécessairement métisse, et la référence à des modèles extérieurs (l'héritage hispanique, le libéralisme anglo-saxon, etc.). Les grands modernisateurs latino-américains, souvent inspirés par les principes de la rationalité issus des Lumières et de leurs épigones, se sont heurtés de manière répétée à cette contradiction. Celle-ci ne fut pas pour rien dans la vulnérabilité des démocraties embryonnaires aux tentations récurrentes d'un caudillisme convaincu de sa mission modernisatrice, face à des masses incultes. Le caudillo est un leader despotique dont le despotisme charismatique est censé être reconnu et accepté par un peuple qu'il entend conduire autoritairement à l'émancipation. Le populisme est l'alibi du caudillisme. Nul besoin d'insister sur le fait que nombre de caudillos se sont vite compromis avec les puissantes oligarchies locales, notamment foncières, et avec les ingérences étrangères, notamment nord-américaines, réduisant leur populisme à un clientélisme ségrégatif et leur pouvoir à une dictature oppressive : l'histoire latino-américaine en porte les marques cruelles, comme le manifeste avec force le livre classique d'Eduardo Galeano, rappelant en conclusion la sombre prophétie de Bolivar, vaincu : « Jamais nous ne serons heureux, jamais ! »[4]. Dans son roman magistral *Le recours de la méthode*, l'écrivain cubain Alejo Carpentier trace le portrait-type du caudillo, qui dégénère en sa propre caricature d'épouvante et retourne la rationalité cartésienne en son contraire : le caudillo prétend soumettre la réalité à ses fantasmes, quitte à s'y perdre[5].

Le caudillisme n'est pas que la propriété des dictatures d'extrême-droite. Il a des racines profondes dans les structures sociales et politiques de l'Amérique latine. Le péronisme argentin est typique d'un populisme qui a transgressé la frontière entre la droite et la gauche, même extrêmes, et a porté au paroxysme le culte d'un couple présidentiel. Le « populisme de gauche », pour reprendre le titre d'un ouvrage de Chantal Mouffe[6], politologue qui, avec Ernesto Laclau, a eu sa part d'influence sur JLM à la suite des visites de ce dernier en Amérique latine, s'y est aussi avéré vulnérable. Chantal Mouffe admet d'ailleurs le rôle du leader charismatique dans la stratégie populiste, quitte à en assumer les risques autoritaires. Elle parle du leader comme un « *Primus inter pares* » quand Carpentier affublait son despote du titre de « Premier magistrat ». Le populisme est une stratégie de construction d'un peuple qui se fédère contre les élites oligarchiques et la polarisation des affects sur le leader catalyse la cristallisation de cette union du peuple. L'épopée castriste n'a pas échappé au travers caudilliste, dont la possibilité était sans doute inscrite dans la personnalité même de Fidel Castro, et, lorsque le *lider maximo* s'est effacé, la grisaille de la dictature bureaucratique a pris le relais. Au Nicaragua, Daniel Ortega offre encore aujourd'hui une version caricaturale de la dérive caudilliste, en fossoyeur de la révolution sandiniste, oppresseur de ses compagnons de lutte et expert en clientélisme familial. La trajectoire d'Hugo Chávez, au Venezuela, n'a pas échappé à cet atavisme qui contamine les tentatives

---

[3] Carlos Fuentes, *Le miroir enterré, réflexion sur l'Espagne et le Nouveau Monde*, Gallimard, 1994.
[4] Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Collection Terre humaine, Plon, 1981.
[5] Alejo Carpentier, *Le recours de la méthode*, Gallimard, 1975.
[6] Chantal Mouffe, *Pour un populisme de gauche*, Albin-Michel, 2018.

révolutionnaires et cette dérive fut encore plus tangible, dans une version moins flamboyante et là-aussi plus grise, avec le successeur désigné Nicolas Maduro.

Dans une tribune de 2012[7], Marc Saint-Upéry, bon connaisseur de terrain de l'Amérique latine et électeur du Front de gauche d'alors, animé par JLM, alertait sur la difficulté de l'expérience chaviste à s'émanciper du modèle pétrolier rentier, porteur de corruption et de clientélisme, pour pérenniser les méritoires efforts sociaux du début des années 2000, ainsi que sur la crispation autoritaire et répressive du régime dit bolivarien. Son message sans fard n'était pas fait pour plaire : « *Présenter aujourd'hui l'expérience chaviste comme une inspiration pour la gauche européenne est tout simplement une escroquerie intellectuelle* ». Il citait Chávez, déclarant en janvier 2010 : *« J'exige la loyauté absolue envers mon leadership. Je ne suis pas un individu, je suis un peuple »* [8]. Quand JLM s'écrie, le 16 octobre 2018, « *La République, c'est moi* », il brode sur le même air, celui de la personnalisation du leadership pour incarner le mouvement populaire qui le portera au pouvoir. J'accorde pour ma part d'autant plus de respect aux dirigeants de la gauche latino-américaine, de Salvador Allende hier à Claudia Sheinbaum aujourd'hui, en passant par Lula, José Mujica, Gustavo Petro, Gabriel Boric, etc… qui se sont tenus à l'écart, selon des modalités et des sorts divers, de la tentation caudilliste. Celle-ci n'est donc pas fatale.

Les ingérences et pressions des USA, surtout sous les deux présidences Trump, n'exonèrent pas les années Maduro de leur responsabilité dans le désastre vénézuélien de la décennie 2010 : la présidence de Maduro a renforcé le comportement prédateur et autoritaire du régime. Ce désastre, c'est l'effondrement économique, le délitement de la société et des services publics (comme l'incapacité à faire face aux conséquences du séisme du 24 juin 2026 en a de nouveau témoigné), l'exil de millions de Vénézuéliens (non sans conséquences sur les pays voisins). JLM reconnait l'ampleur de la crise, la mettant prioritairement sur le compte de la chute des prix du pétrole et des sanctions nord-américaines, tout en manifestant une forte indulgence pour les errements politiques et économiques du régime. Ceux-ci ont enferré le Venezuela dans un modèle pétrolier déliquescent sans qu'un quart de siècle de régime chaviste ait engagé une véritable mutation structurelle. Quelques années plus tard, en janvier 2026, Trump n'a eu qu'à faire tomber Maduro comme un fruit blet et n'a désormais même pas besoin de recourir aux services de l'opposition, qu'il traite avec dédain. Le post-chavisme a été inauguré par un appariement quasi-mafieux entre Trump et la composante des élites chavistes qui a récupéré le pouvoir, autour d'une sorte de pacte sur la relance et le partage de la rente pétrolière[9]. Triste fin qui témoigne de ce qu'était devenu le régime. Cette fin met l'éteignoir sur la motivation anti-impérialiste qui, en dépit du désastre socio-économique, était devenue la raison dominante du soutien obstiné de JLM à Maduro, quitte à entériner ses tripatouillages électoraux. Le personnage n'était pas à la hauteur des espoirs mis par JLM dans le Venezuela comme héraut d'une souveraineté populaire et anti-impérialiste. Du début à la fin, la lucidité sur les contradictions et les impasses de la révolution bolivarienne a fait défaut. Les critiques émises en temps réel à l'égard de la gestion chaviste ont été dénoncées comme autant de faiblesses devant les pressions nord-américaines. Vieux refrain qui justifie tous les consentements à la répression des opposants et des dissidents. Il y a eu, au bout du compte, une grande désinvolture politique à l'égard des souffrances endurées par les Vénézuéliens. La prédominance du tropisme anti-US l'a emporté sur l'intérêt populaire : la ténacité anti-impérialiste vaut bien un désastre.

---

[7] Marc Saint-Upéry, "Un antimodèle à gauche », Le Monde, 4 octobre 2012.

[8] *"Exijo lealtad absoluta a mi liderazgo... No soy un individuo, soy un pueblo",* discours du 23 janvier 2010, disponible sur le portail de documentation Todo Chávez.

[9] Un article du Monde du 17 septembre 2026 trace le portrait et la trajectoire d'un agent majeur de ce pacte autour du pétrole, oligarque interlope qui a su bien user de la période chaviste : « Au Venezuela, le sulfureux Alejandro Betancourt, l'homme derrière "le plus gros contrat pétrolier de l'histoire mondiale" »

JLM s'est voulu attentif à d'autres expériences latino-américaines des années 2000-2010, notamment les présidences de Rafael Correa en Equateur (2007-2017) et d'Evo Morales en Bolivie (2006-2019), des expériences qui peuvent être jugées typiques du « populisme de gauche » théorisé par Chantal Mouffe. JLM en a tiré des inspirations pour la transformation du Front de Gauche en France Insoumise et pour la conception du changement politique en France. Au demeurant, chacune de ces expériences mérite une appréciation circonstanciée et pour ma part, ayant séjourné plusieurs fois en Equateur au moment de la présidence de Correa, je me garde de jugements trop expéditifs et généraux. JLM extrait de ces expériences les traits dont il entend nourrir sa propre approche, sur les plans interne (notamment la révolution citoyenne et la souveraineté populaire comme sources de refondation institutionnelle et constitutionnelle) et externe (l'émancipation à l'égard des entreprises multinationales et des institutions financières internationales, l'affirmation d'indépendance par rapport aux USA). Mais il ne porte pas trop d'attention aux travers (l'autoritarisme, la corruption, les conflits avec la société civile, etc.) qui vont progressivement miner les deux tentatives équatorienne et bolivienne et les dissoudre dans des péripéties politiciennes malheureusement assez typiques de l'instabilité des démocraties andines. Les fragilités des gauches nationales et les limites des personnages qui les incarnent contribuent à la réversibilité des processus engagés : face à des sociétés bien plus éduquées, où des classes moyennes se sont affirmées, la prétention caudilliste n'a plus obligatoirement la force du passé. Le répertoire conceptuel qu'emprunte JLM à ces expériences repose sur leur idéalisation excessive. Pour lui, s'il y a échec, c'est que le complot et la traitrise ne sont pas loin. De nouveau, toute dérive lui apparait excusable et secondaire dès lors que l'ennemi principal désigné reste l'ordre néo-libéral promu par le pouvoir et les institutions de Washington. Pour JLM, la responsabilité de l'impérialisme US, ennemi principal, minore, voire exonère, celle de ses rivaux.

Le biais campiste : de la Syrie…

Les ingérences nord-américaines en Amérique Latine sont une réalité prégnante, avec des variations significatives au fil des présidences. Mais le tropisme anti-américain de JLM n'a pas eu besoin de Trump pour s'épanouir. C'est sa boussole géopolitique, son nord qui lui fait mésestimer la densité des contradictions au sud et qui déséquilibre sa vision multipolaire du monde qui vient. L'attitude de JLM à l'égard de la crise syrienne au long des années 2010 et de l'agression russe contre l'Ukraine en est profondément affectée, témoignant d'un biais de complaisance et d'indulgence, pour employer des mots prudents, envers les initiatives du pouvoir poutinien et les conceptions qui les sous-tendent, dès lors qu'elles sont censées s'opposer à l'hégémonie américaine et occidentale abhorrée. Le non-alignement revendiqué devient alors une fiction et c'est plutôt la résurgence d'une tradition campiste – l'alignement sur un bloc – qui prend le dessus en pratique. L'impérialisme américain, encore hégémonique quoiqu'en déclin, est d'autant plus malfaisant qu'il se rebelle contre ce déclin comme un animal blessé tandis que la Russie, la Chine, l'Iran et quelques autres réagissent à l'agressivité et aux provocations américaines. Ce néo-campisme est pris à contrepied lorsque Trump lui-même tend à consentir aux exigences de Poutine et cultive une certaine collusion, bien qu'instable, avec lui. Evaluer le sens d'une situation à partir prioritairement de ce que font ou ne font pas les Etats-Unis n'aide pas toujours à la décrypter correctement.

Lorsque la chute de Bachar El Assad et de son régime, de fait délaissé par le protecteur russe qui a désormais d'autres chats à fouetter, intervient expéditivement en décembre 2024, JLM ne manque pas de rappeler la sympathie qu'il avait en effet exprimée, au début de la décennie 2010, à l'endroit de la révolte syrienne, dans le contexte des printemps arabes, contre un régime oppresseur et meurtrier. Il considérait que Assad était devenu illégitime et souhaitait que la Russie et la Chine l'incitent à se retirer. Lorsque Assad recourt aux armes chimiques contre sa population et qu'une intervention occidentale est un temps envisagée, JLM continue à privilégier la voie diplomatique et s'oppose à une telle

intervention. On pourrait presque dire que Obama l'a écouté… La crise syrienne va devenir singulièrement complexe, au fur et à mesure de sa transformation en guerre d'extermination de son propre peuple par Assad et de l'émergence du califat génocidaire de Daech dans les régions de l'est. Et, dans une situation qui ne se réduit pas à ces deux groupes polaires d'exterminateurs, se dessine une mosaïque de groupes rebelles, où il n'est pas toujours facile de faire la part de l'opposition démocratique et des diverses factions islamistes, plus ou moins rattachées à des parrains externes. S'ajoute, au nord-est, le Rojava de l'héroïque résistance kurde, contre Assad et contre Daech. Plusieurs millions de familles syriennes prennent la route de l'exil.

Lorsque la Russie de Poutine décide d'intervenir, en septembre 2015, pour remettre à sa façon de l'ordre dans un pays où elle a depuis longtemps ses intérêts et pour conforter le pouvoir d'Assad contre les groupes rebelles qui le menacent, la position de JLM s'infléchit définitivement, privilégiant une lecture géopolitique du conflit syrien comme lieu de confrontation entre puissances étrangères. Il entérine explicitement, au cours d'interventions télévisées, le travail que mène Poutine en Syrie. L'intervention russe ne vise pas seulement Daech, cible de la coalition occidentale, mais aussi et surtout les divers groupes rebelles, y compris non-jihadistes, qui opèrent à proximité relative de Damas. L'armée russe, appuyée par les gardiens de la révolution iraniens, expérimente à Alep en 2016 le type de bombardement, contre les infrastructures civiles et les quartiers résidentiels, qu'elle mènera, quelques années plus tard, à grande échelle contre l'Ukraine. Elle réitère avec les bombardements de la plaine de la Ghouta en février et mars 2018. Il y eut à Paris, le 14 décembre 2016, une grande manifestation, méritoire mais un peu désespérée, contre l'extermination des Aleppins. La Russie a sauvé le pouvoir d'Assad pour une décennie et lui a permis de poursuivre ses exactions, jusque dans ses effroyables prisons. Jean-Pierre Filiu, historien bon connaisseur de la région, a mis vivement en cause, en temps réel, l'attitude de JLM dans plusieurs articles de l'époque, s'attirant une volée d'insultes de la part de son entourage insoumis qui le qualifia de « pseudo-intellectuel… en service commandé »[10]. Filiu souligne que la lecture simpliste du conflit comme manifestation de la confrontation binaire entre l'Occident et ses rivaux, russe et iranien en premier lieu, aboutit à nier de fait l'aspiration du peuple syrien à un changement démocratique[11]. L'invocation de la souveraineté populaire est en effet bien loin. Filiu relève aussi la convergence factuelle avec la position exprimée par Marine le Pen sur la crise syrienne[12]. Jean-Pierre Filiu n'est pas le seul analyste du Proche-Orient à mettre ainsi en cause JLM à propos de la crise syrienne. Par exemple, Nicolas Appelt, qui connait bien la Syrie, le fait dans des termes similaires[13].

---

[10] Rien que ça ! Cette violente diatribe est toujours présente sur le site de la France Insoumise.

[11] De fait, JLM le reconnait assez crûment, et assez prétentieusement aussi : « Les faits m'ont donné raison à 100 %. Il y avait deux hypothèses. Soit il s'agissait d'une guerre civile entre des rebelles, dits modérés, et Bachar Al-Assad, soit – et c'était ma position – il ne s'agissait ni d'une guerre civile ni d'une guerre de religion, mais d'une guerre de puissance », Entretien dans le Monde, 5 janvier 2017.

[12] Jean-Pierre Filiu s'est exprimé sur le blog du Monde : « MM. Fillon et Mélenchon doivent enfin s'exprimer sur la reprise de Palmyre par Daech », 30 décembre 2016 ; « Comment M. Mélenchon nie le peuple de Syrie et ses droits », 6 janvier 2017 ; « Le Pen-Mélenchon, même combat en faveur de Bachar al-Assad », 16 avril 2017.

[13] Voir sa tribune dans Libération du 10 avril 2017, « Syrie : la tache de Mélenchon ».

Rassemblement pour Alep, place Stravinsky, Paris, 14 décembre 2016 (photo de l'auteur)

… à l'Ukraine

La sensibilité de JLM aux argumentaires du président russe ne le prédispose pas à la sympathie pour la cause ukrainienne, et ce bien avant le 24 février 2022. S'il reconnait la dimension populaire du mouvement Maïdan durant l'hiver 2013-2014, il en réduit excessivement l'expression politique à sa composante nationaliste, alors que ce mouvement était porteur d'une espérance d'ouverture sur l'Europe. Au parlement européen, il s'abstient de condamner l'annexion russe de la Crimée et conteste même le terme d'annexion. Pour lui, la culpabilité initiale git dans l'expansionnisme inavoué de l'OTAN, désireux d'intégrer l'Ukraine dans son giron et resserrant ainsi l'encerclement supposé de la Russie en empiétant sur son glacis traditionnel. C'est bien vite résumer, en la tronquant, l'histoire des relations entre l'Occident et la Russie depuis la chute de l'URSS, autrement complexe et contradictoire, pleine de tâtonnements et d'incertitudes. L'accueil de l'Ukraine dans l'OTAN est resté un serpent de mer. C'est aussi faire fi des sacrifices déjà consentis pour sa sécurité par l'Ukraine indépendante. Il s'agit notamment du mémorandum de Budapest, signé le 5 décembre 1994 par l'Ukraine, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Par cet accord, l'Ukraine a accepté d'abandonner son arsenal nucléaire hérité de l'URSS, alors considéré comme le troisième du monde, chacun des signataires s'engageant en contrepartie à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières de l'Ukraine. L'Ukraine a transféré toutes ses têtes nucléaires vers la Russie et a adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En l'absence de cet accord, par lequel l'Ukraine renonçait à la dissuasion nucléaire, l'histoire récente aurait été probablement très différente.

L'agressivité néo-impériale de Poutine ne cible pas seulement des territoires à annexer et à soumettre au monde russe, au nom de leur russophonie, de la Crimée au Donbass et jusqu'à la rive orientale du Dniepr. Elle vise l'annihilation de l'effort d'émancipation démocratique de la société ukrainienne depuis l'indépendance du pays en 1991 et du rapprochement conséquent avec l'Union européenne[14]. Elle ne tolère pas l'exploration, aussi tortueuse et contradictoire soit-elle, d'une voie démocratique et pluraliste à proximité de ses frontières. Si les trajectoires des Ukrainiens et des Russes divergent depuis la désintégration de l'URSS, c'est notamment parce que la société ukrainienne a rejeté, contre vents et marées, le fatalisme de la soumission si présent dans la société russe. Et le système autocratique du pouvoir russe, Poutine en tête, n'a pas accepté cette insoumission : « Si vous

[14] J'ai développé, sur mon site personnel, ma propre perception de l'agression russe contre l'Ukraine dans le texte « L'Ukraine, nation d'Europe », 24 mars 2022.

n'acceptez pas de vous soumettre, on vous traitera comme des nazis ». Ainsi fut fait. C'est aussi pour cela que la Russie a tenté sans succès, le 24 février 2022, l'invasion de l'ensemble de l'Ukraine et la déposition du pouvoir démocratiquement élu à Kiev. Elle a lourdement sous-estimé la résistance et la cohésion de la société ukrainienne – russophones et bilingues inclus – face à cette agression, sa capacité à mobiliser les énergies civiles pour consolider sa défense militaire. L'attention à cette dynamique de la société ukrainienne n'est guère présente dans l'attitude et les déclarations de JLM, pas plus que dans le cas syrien. Cette attitude ne le conduit pas à la lucidité face au risque de plus en plus tangible de l'agression russe, dans les mois et les semaines qui précèdent le 24 février 2022. Le communiqué de JLM du 21 février 2022, au lendemain de la reconnaissance des républiques séparatistes du Donbass par Poutine, qu'il condamne car, en enfreignant le principe de respect des frontières, c'est une « très mauvaise affaire pour les Français » (et pour les Ukrainiens ?), mérite relecture. Sa crainte prioritaire est que, devant ce fait accompli, ce soit l'OTAN qui annexe l'Ukraine : « Il est à craindre qu'à la décision russe succède une décision américaine d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN… L'annexion de l'Ukraine dans l'OTAN ne tardera plus ». Quoi qu'il dise de lui-même, JLM ne brille pas en l'occurrence par sa capacité prophétique. Mais ce qu'il dit a de quoi justifier la logique préventive prétextée par Poutine quand celui-ci envahira son voisin à grande échelle trois jours plus tard, après avoir massé, aux yeux de tous, les forces nécessaires.

Place de la République, Paris, 24 février 2024 (photo de l'auteur)

Une fois cette invasion effective, JLM a adapté son discours en la condamnant comme une violation majeure du droit international et il a reconnu que la responsabilité russe prévalait désormais. Cette adaptation ne l'a pas conduit pour autant à l'engagement dans une solidarité ferme et constante avec la résistance et la défense ukrainiennes, qui permette de modifier effectivement et durablement le rapport de forces militaire et d'envisager la reprise des territoires occupés. JLM insiste régulièrement sur le fait que la fourniture d'armes à l'Ukraine contribue à prolonger la guerre et à renforcer le risque d'escalade. Les principes qu'il met en avant pour engager la désescalade – cessez-le-feu et négociations, neutralité ukrainienne et garanties de sécurité mutuelle notamment – n'ont pas de prise

sur l'agressivité russe qui se renforce au fil des mois puis des années : les forces russes s'acharnent à détruire les infrastructures civiles, à raser des villes et dévaster des terres, à kidnapper, torturer et violer dans les régions occupées et les camps de prisonniers, à voler et militariser des enfants, à dégrader et piller les œuvres d'art. Le comportement des forces russes témoigne d'une intention d'éradication de l'existence de l'Ukraine comme nation à part entière, intention qui ne sera jamais évaluée à sa juste réalité par JLM et LFI. L'appui matériel et logistique à la résistance militaire des Ukrainiens est une nécessité vitale pour l'existence même de l'Ukraine. SI JLM admet progressivement une aide défensive face à l'approfondissement du conflit, il exclut la fourniture d'armes permettant des frappes profondes sur le territoire de l'agresseur et visant à affaiblir ses capacités logistiques. Le 23 septembre 2026, au cours d'une conférence de presse sur sa campagne présidentielle, JLM attribue la responsabilité de l'escalade militaire et de la montée de la menace russe à ces tirs en profondeur par les forces ukrainiennes, comme si de tels tirs devaient être exclus de la défense admissible du pays agressé et envahi. En cet automne 2026, la Russie ne conçoit la possibilité de négociations que précédée de fait par une reddition ukrainienne, alors que l'Ukraine et ses soutiens réclament d'abord un cessez-le-feu : on ne peut invoquer la nécessité de négociations en faisant fi de cette différence. Et l'acharnement à paralyser Kiev, notamment en bombardant les ponts sur le Dniepr, témoigne de la réalité des intentions russes.

Les votes de LFI dans les parlements français et européens ont été variables, généralement plus favorables à la cause ukrainienne dans l'enceinte européenne (parce que les élus LFI y sont davantage sous le regard direct d'autres Européens ?). En 2022 et 2023, les eurodéputés LFI ont voté favorablement pour une série de mesures de soutien politique et financier à l'Ukraine. Mais les infléchissements les plus récents ne vont pas dans le sens de la confirmation de ce soutien. En février 2026, les eurodéputés LFI se sont abstenus sur le plan d'aide de 90 milliards d'euros. A l'Assemblée nationale, les députés LFI se sont abstenus en novembre 2022 sur une résolution de soutien à l'Ukraine condamnant la guerre engagée par la Fédération de Russie. Le vote le plus significatif est celui du 12 mars 2024 par lequel les députés LFI rejettent la déclaration gouvernementale relative au soutien à l'Ukraine et à l'accord bilatéral de sécurité. En mars 2025, ils ont voté contre une résolution de l'Assemblée nationale appelant au renforcement du soutien à l'Ukraine et à la saisie des avoirs russes. Le pire est peut-être atteint lorsque, à l'Université d'été 2025 de LFI, JLM dénie la légitimité du président Zelensky et le qualifie hautainement de « président de rien », illégitime pour négocier et signer un accord de paix avec la Russie[15]. Il considère son remplacement par un président nouvellement élu comme un préalable à la signature d'un accord. Trump avait déjà traité avec un mépris similaire le président Zelensky au début de 2025 dans le bureau ovale. Et, en octobre 2026, le président américain, en même temps qu'il entend *dealer* avec Poutine sur la fourniture de gazole par la Russie, appelle aussi au remplacement de Zelensky en vue de la conclusion d'un accord. Il faut de nouveau rappeler que la législation ukrainienne prévoit la prorogation du mandat présidentiel en situation de loi martiale imposée par la guerre et cette prorogation, outre les difficultés évidentes d'organisation d'une élection dans ces conditions, a fait consensus jusqu'à présent dans la société civile et la sphère politique ukrainiennes. La superbe de JLM peut être sans limite, jusqu'à tenter de rabaisser un président ukrainien, dont on peut avoir des opinions diverses sur le plan politique, mais dont il est difficile de contester qu'il incarne, physiquement et symboliquement, le courage de la résistance ukrainienne. Sans parler de l'empiètement grossier sur la souveraineté juridique de l'Ukraine.

C'est un symptôme significatif, alors que le mot d'ordre de souveraineté populaire est l'un des leitmotiv de JLM. Celui-ci reconnait formellement la primauté du droit international et la souveraineté de l'Ukraine mais tend à subordonner l'exercice de cette souveraineté à l'obtention d'un équilibre

[15] Ce discours est disponible en ligne et le passage concerné se situe à partir de la 38e minute.

géopolitique européen qui la limite fortement : la position géographique de l'Ukraine aux marges de la Russie oblige à une attention déterminante aux garanties de sécurité que celle-ci revendique. Interprétant la guerre en Ukraine comme le produit d'un conflit entre les puissances de l'OTAN et de la Russie, JLM réduit à portion congrue la capacité d'autodétermination par l'Ukraine de son avenir politique, des conditions de sa défense et de ses choix d'alliance. Le pacifisme revendiqué par JLM débouche finalement sur une *realpolitik* soumise à la logique du rapport de forces géopolitique et militaire. Le consentement au démembrement territorial de l'Ukraine est envisageable dès lors que ce rapport de forces en aura tracé les lignes et que les populations concernées auront été consultées sous contrôle international. Quelles populations seraient habilitées à se prononcer ? Celles qui résident aujourd'hui dans les territoires occupés, celles qui y résidaient avant l'occupation, les personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et les réfugiés à l'étranger ? La question est d'autant plus problématique que l'occupation russe s'est accompagnée de déplacements forcés, de déportations et de transformations de la composition de la population (comme l'installation de familles russes à Marioupol). Pour l'ONU, des référendums organisés sous occupation ne sauraient constituer une expression libre de la volonté populaire. La paix recherchée est conçue par JLM en fonction de l'équilibre entre puissances, alors même que la guerre déclenchée par la partie russe vise à annihiler la capacité d'un État souverain à décider librement de son avenir. Il y a là une soumission de fait à la logique néo-impériale de Poutine, à la recherche d'une *pax putina*[16].

Rennes, 22 février 2025 (photo de l'auteur)

[16] Pour reprendre le titre d'un livre du journaliste slovène et ancien correspondant à Moscou Andrej Stopar, *Pax Putina*, Editions Založba Goga, 2014.

Le deux poids, deux mesures façon Mélenchon

L'anti-trumpisme de ceux qui n'auront guère soutenu les Ukrainiens est, pour le moins, inconséquent lorsqu'ils partagent avec Trump la complaisance à l'égard de Poutine, voire la connivence avec lui. C'est tangible du côté de l'extrême-droite, mais la gauche dite radicale n'est pas indemne de ce penchant. Certains tirent même argument des outrances de Trump pour trouver Poutine plus fréquentable. Mais Poutine n'a pas attendu Trump, même s'il a misé sur son retour, pour, depuis bientôt cinq années aussi longues que la deuxième guerre mondiale, conduire son œuvre de mort en Ukraine.

Ilya Boudraïtskis et Ilya Matveev, chercheurs russes en histoire et science politique, qui font partie de l'opposition de gauche en exil, auteurs d'un livre qui explore les nouvelles modalités de l'impérialisme russe[17], brocardent ce penchant d'une partie de la gauche. Dans un entretien conjoint publié sur le site du Grand Continent, Ilya Matveev le dit avec clarté : « Malheureusement, il existe donc tout un pan de la gauche internationale qui refuse de considérer l'impérialisme russe comme un impérialisme. Il s'agit tantôt d'une position politiquement orientée, traduisant une absence de volonté de condamner le régime poutinien, tantôt d'un véritable angle mort théorique. Dans cette seconde perspective, l'impérialisme ne pourrait être qu'occidental, la politique des autres pays ne pouvant donc pas relever de cette appellation : elle pourrait être violente, agressive, accapareuse, mais jamais "impérialiste" au sens propre du terme, faute de correspondre à certains critères économiques systémiques. Notre livre prend le contre-pied de cette approche. Nous avons constaté qu'elle empêchait trop d'auteurs de gauche, y compris les plus informés et pertinents, de proposer une analyse correcte des événements en cours. Je rappelle qu'à la veille du 24 février 2022, il y avait encore des groupes de personnes qui niaient purement et simplement la possibilité même d'une invasion de l'Ukraine, et avec la plus grande fermeté. Parmi ces groupes se trouvaient notamment – et en bonne place – certains auteurs de gauche prêts à proclamer bruyamment qu'une telle invasion était impossible, inimaginable. Leur réaction s'explique largement par la cécité théorique que nous évoquons dans le livre : comment la Russie pourrait-elle attaquer si l'impérialisme est un phénomène exclusivement occidental ? ». Les deux chercheurs proposent une analyse originale des transformations de l'impérialisme russe dans la seconde phase, à partir des années 2010, du pouvoir poutinien : cet impérialisme n'obéit plus à une stricte rationalité économique mais relève d'un expansionnisme d'Etat, porteur d'un nationalisme totalitaire, qui ne conçoit l'existence de la Russie, face à un "Occident collectif" menaçant que comme celle d'un "monde russe" englobant notamment l'Ukraine et déniant à cette dernière, car il s'agit d' une "fausse valeur", la liberté d'une voie indépendante et démocratique.

J'ai lu avec attention la note récente (juillet 2026) de l'Institut La Boétie, « Au seuil d'un nouveau monde », co-rédigée par Jean-Luc Mélenchon, Sophia Chikirou, Arnaud Le Gall et Camille Verneuil, qui se présente comme une contribution au débat de la campagne présidentielle. Cette lecture ne me conduit pas à amender les remarques précédentes. La note commence assez vite par un résumé plus que lapidaire des guerres de la désintégration yougoslave : « La guerre de Yougoslavie a été un signal majeur donné par les puissances liées aux États-Unis de leur préférence pour la violence comme méthode de règlement de la réorganisation de l'espace européen ». C'est ce qui en est dit, pas plus. Milosevic, Mladic et leurs comparses peuvent dormir tranquilles dans leurs tombes. Qui a suivi ces guerres sait qu'elle se sont étalées sur une dizaine d'années, en épisodes successifs dont les points culminants furent le massacre de Bosniaques par les forces serbes en juillet 1995 à Srebrenica et le siège de Sarajevo par ces mêmes forces d'avril 1992 à février 1996. Et qu'avant que l'OTAN intervienne par des frappes aériennes en 1999 dans l'affrontement entre la Serbie et les forces kosovares, il y eut dans la décennie 1990 nombre de tentatives diplomatiques dont la plus aboutie, aussi tortueuse et

[17] Ilya Budraitskis, Ilya Matveev, *Russia's New Imperialism: Capital and Ideology*, Stanford University Press, 2026.

précaire soit-elle, fut les accords de Dayton fin 1995 qui établirent les fondements de l'actuelle République de Bosnie-Herzégovine où cohabitent tant bien que mal Bosniaques, Croates et Serbes. L'échec de la conférence de Rambouillet en mars 1999 a précédé les frappes aériennes, qui ont précipité la fin des affrontements principaux entre Serbes et Kosovars. Résumer ainsi la crise yougoslave des années 1990, en sachant que ce sera lu par des générations qui connaissent mal cette histoire, est une distorsion outrageuse, comme s'il fallait à tout prix faire des Etats-Unis et de leurs supplétifs de l'OTAN les coupables principaux de cette histoire.

La ligne directrice de la note repose sur l'analyse de la restructuration multipolaire du monde, où l'impérialisme américain est rendu d'autant plus dangereux par le déclin de sa suprématie économique, financière et politique, comme un animal blessé qui sort ses griffes. L'Union Européenne est réduite à un relais de l'hégémonie américaine, « comme bras économique et normatif de l'intégration ultra-libérale à marche forcée ». Le second mandat de Trump incarne la réaction américaine à la perception du déclin des USA, une tentative de restauration de leur suprématie par un état de guerre permanent qui déstabilise le monde et empêche l'émergence d'un ordre international coopératif face à la crise écologique. Face à ces évolutions, l'affirmation de la centralité du droit international et la défense des institutions qui le promeuvent, ONU en tête, est un combat politique prioritaire. Et le rôle du droit international est à étendre « au nom de l'intérêt général humain », comme fournissant les principes d'un cadre multilatéral permettant le traitement coopératif des déséquilibres économiques, financiers et environnementaux du monde. La France, souveraine et indépendante, doit s'inscrire dans cet effort par une diplomatie non-alignée. Pourquoi pas, dira-t-on ? Mais la fermeté des principes affichés, lorsque les USA sont l'adversaire affiché, s'effrite lorsque d'autres sont en cause, à commencer par la Russie. De celle-ci, il est dit principalement qu' « une fois la paix revenue en Ukraine, il sera nécessaire de reprendre le chemin qui n'a pas été suivi à la fin de la guerre froide, en réintégrant la Russie dans le concert européen ». Outre que c'est, une fois de plus, traiter fort expéditivement l'histoire postérieure à la guerre froide, il n'y a guère d'indications sur le contenu envisageable de cette paix, hormis qu'il ne devrait pas être seulement le résultat des pourparlers entre Washington et Moscou mais prendre en compte le point de vue des Européens. Quant à celui des Ukrainiens, force est de reconnaitre que la note ne s'en préoccupe pas.

C'est ce qui est frappant dans cette note comme dans l'ensemble des comportements de JLM et de LFI : la fermeté des principes affichés (l'autodétermination des peuples, la souveraineté, l'indépendance, le non-alignement, etc.) face à l'impérialisme américain s'effiloche lorsqu'il s'agit de l'agression russe contre l'Ukraine. Qui lira cette note dans des années aura l'impression que les USA étaient presque les seuls fauteurs de guerre dans ce monde-là, que l'agression russe était un problème secondaire et que, une fois le problème résolu, la Russie devait être réintégrée dans le concert des nations comme s'il ne s'était pas passé grand-chose. C'est méconnaitre la profondeur de la blessure infligée à l'Ukraine et l'obstination de l'aversion poutinienne envers la liberté des choix démocratiques des sociétés européennes.

L'Union Européenne est de fait considérée comme un acteur de second ordre par la note, qui préfère mettre en avant sur un mode souverainiste la France « puissance universelle », capable de multiplier les partenariats bilatéraux, de fédérer autour d'elle un espace francophone et d'œuvrer à une nouvelle et curieuse Union Latine qui semble prendre le relais de la ci-devant Alliance bolivarienne. Pour l'Europe, confrontée au risque mortel d'être écartelée entre la razzia trumpiste et la croisade poutinienne, c'est un peu l'heure d'Hamlet : « Être ou ne pas être, la question est là : l'esprit est-il plus noble quand il souffre le fouet d'une fortune avilissante ou quand il s'arme contre un flot de troubles,

se dresse et leur met fin ? »[18]. La note de l'Institut La Boétie n'aide pas à relever ce défi, ses auteurs n'aiment guère l'Union Européenne, qu'ils voient prioritairement comme « un bloc géographique marqué par un atlantisme forcené » et dont ils refusent en conséquence tout progrès de l'intégration politique, y compris pour sa défense. Mon attachement et mon engagement européens m'éloignent inévitablement de l'orientation assumée par JLM et ses co-auteurs.

Je ne commente pas ici l'ensemble des questions passées en revue par la note de l'Institut La Boétie. Je partage nombre des points et des critiques soulevés à cet égard par l'eurodéputé écologiste Mounir Satouri dans la lecture globale qu'il fait de cette note sur le site La Grande Conversation, qualifiant sa démarche de néo-gaullisme quelque peu anachronique[19].

Je n'ai pas abordé le conflit entre Israël et la Palestine et je réserve sa prise en compte à un prochain épisode, car il nécessite un examen en soi. Je m'en tiens à une observation, partielle mais néanmoins cruciale, pour conclure provisoirement. Si vous vous réclamez d'un antisionisme politique et si vous tenez à le distinguer sans ambigüité d'un antisémitisme atavique, vous vous devez d'être irréprochable sur ce dernier plan. Ce n'est pas en jouant avec les codes antisémites, qu'il s'agisse d'écorcher les patronymes supposés difficiles à prononcer, de faire allusion au peuple déicide, de couvrir ceux de vos camarades qui se laissent aller franchement à la caricature ou à l'agissement antisémites, que vous parviendrez à cette irréprochabilité. Le paradoxe pervers et tortueux de cet antisémitisme, qui sourd de nouveau comme un fiel mal éliminé et qui se pare des atours d'un antisionisme respectable, est notamment d'inciter à partir en Israël des concitoyens juifs qui ne l'envisageaient pas a priori mais s'y résolvent comme un dernier recours : c'est le comble de cet antisionisme affiché[20] ! Et cet irritant-là émis par JLM n'est pas le moindre. Il est même rédhibitoire.

Pour l'ensemble des raisons évoquées dans ce texte, je ne considère pas Jean-Luc Mélenchon comme l'antidote au poison lepéniste. Je suis allergique à l'adjuvant au goût de caudillisme. Et je serai donc un salaud au sens de l'inquisiteur Bégaudeau.

---

[18] William Shakespeare*, Hamlet & Macbeth*, traduction de l'anglais par André Markowicz, Actes Sud, 1996.

[19] Mounir Satouri, « Au nouveau désordre mondial, Jean-Luc Mélenchon oppose des recettes du XXe siècle », La Grande Conversation, 19 août 2026.

[20] L'émigration de Français juifs en Israël était tombée à un point bas en 2023 (un gros millier de personnes) et, par rapport à ce niveau, elle a doublé en 2024 puis triplé en 2025. La France est ainsi un des premiers pays pourvoyeurs de nouveaux arrivants en Israël et c'est d'autant plus frappant que, au cours des dernières années, Israël enregistre un flux significatif de partants. Les chiffres indiqués n'incluent pas les Français juifs qui partent vers d'autres destinations qu'Israël.